

HF COMPANY

Société anonyme

14, rue Dora Maar

37100 Tours

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

ORCOM Audit
2 avenue de Paris
45000 Orléans

DELOITTE & ASSOCIES
19 rue Edouard Vaillant
CS 14313
37043 Tours Cedex 1

HF COMPANY

Société anonyme

14, rue Dora Maar

37100 Tours

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société HF COMPANY,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HF COMPANY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

A Orléans et Tours, le 24 avril 2025

Les commissaires aux comptes

Orcom Audit



Jean-Marc LECONTE

Deloitte & Associés

Antoine Labarre

Antoine LABARRE



COMPTES CONSOLIDES
2024

0. Bilan consolidé

ACTIF en K€	Comptes au 31/12/2024			Comptes au 31/12/2023
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	31 627	31 432	195	861
<i>Dont : Ecart d'acquisition</i>	<i>27 995</i>	<i>27 995</i>		
Immobilisations corporelles (1)	308	227	81	1 291
Immobilisations Financières	47	21	26	45
Titres mis en équivalence	206		206	275
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	32 188	31 681	507	2 472
Stocks	477	349	128	1 086
Clients et comptes rattachés	539	385	154	516
Autres créances et comptes de régularisation (2)	747	76	670	958
Valeurs Mobilières de Placement	20 395	727	19 667	18 420
Disponibilités	607		607	1 012
TOTAL ACTIF CIRCULANT	22 764	1 538	21 226	21 992
TOTAL GENERAL ACTIF	54 952	33 219	21 733	24 465
<i>(1) crédit bail et construction immobilières</i>				
<i>(2) dont impôts différés actifs</i>			303	303

PASSIF en K€	Comptes au 31/12/2024	Comptes au 31/12/2023
. Capital émis	1 569	1 569
. Prime d'émission	19 925	22 130
. Réserves & Résultat consolidé	(1 216)	(399)
Capitaux propres - part du groupe	20 278	23 299
Intérêts minoritaires		
Provisions	80	130
. Provisions sur IFC	62	60
. Provisions sur risques et charges	18	71
. Provisions sur garanties clients	()	()
Dettes	1 375	1 035
. Emprunts et dettes financières (1)		38
. Fournisseurs et comptes rattachés	444	451
. Autres dettes et comptes de régularisation (2)(3)	930	546
Impôts différés	223	282
Subvention à réintégrer		
TOTAL PASSIF	21 733	24 465
<i>(1) dont concours bancaires courants</i>		3
<i>(2) dont subventions CB immobilier</i>		
<i>(3) dont impôts différés</i>	223	282

Le bilan comparatif est présenté selon le format ANC 2020-01

1. Compte de résultat consolidé

En K€	Comptes 31/12/2024	Comptes 31/12/2023
Chiffre d'affaires	3 187	5 472
Autres produits d'exploitation	2	3
Achats Consommés	-1 735	-2 038
Charges externes	-1 197	-1 475
Charges de personnel	-1 909	-2 263
Impôts et taxes	-88	-102
Autres charges d'exploitation	-6	-20
Excédent Brut d'Exploitation	-1 747	-423
Dotations nettes aux amortissements d'exploitation	-414	-789
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	68	12
Résultat d'exploitation avant dépréciation des écarts d'acquisition	-2 093	-1 200
Dépréciations des écarts d'acquisition		
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-2 093	-1 200
Produits et charges financiers	290	645
Dotations nettes exceptionnelles	0	0
Autres produits et charges exceptionnels	151	-1 708
Charge d'impôt	139	112
Résultat net des entreprises intégrées	-1 514	-2 151
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-80	-103
Résultat net de l'ensemble consolidé	-1 594	-2 254
Dont part du groupe	-1 594	-2 254
Dont Intérêts minoritaires	0	0
Nombre d'actions	3 138 261	3 138 261
Résultat par action (en €) :		
* Résultat de base par action	-0,51	-0,72
* Résultat dilué par action	-0,56	-0,79
Nombre d'actions hors autocontrôle	2 835 891	2 856 812

Le compte de résultat comparatif est présenté selon le format ANC 2020-01.

Tableau de trésorerie consolidé

A partir du Résultat d'exploitation

En K€	Comptes	
	31/12/2024	31/12/2023
Résultat d'exploitation	-2 093	-1 200
- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises	412	780
- Provisions inscrites au passif	-66	-3
- Elim. des résultats CB & assimilés sur Coûts initiaux - Avantages reçus		
- Frais d'émission d'emprunt à étaler		
Résultat brut d'exploitation	-1 747	-423
- Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation (1)	1 119	706
FLUX NET DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	-629	283
- Frais financiers	-907	-847
- Produits financiers	1 277	1 220
- Dividendes reçus des mises en équivalence		
- Impôt sur les sociétés, hors impôt sur les plus-values de cession	139	112
- Charges et produits exceptionnels liés à l'activité	-19	-12
- Autres		
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE	-139	756
- Acquisition d'immobilisations	-279	-564
- Produit de cessions d'immobilisations, net d'impôt	2 751	550
- Incidence des variations de périmètre	0	-228
- Variation nette des placements court terme	421	2 000
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	2 892	1 758
- Dividendes versés par la société mère	-1 420	-1 562
- Dividendes versés aux minoritaires		
- Augmentations/ diminution de capital en numéraire	24	-1 323
- Subventions d'investissements reçues		
- Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts	-35	
- Variation nette des concours bancaires		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-1 431	-2 885
- Incidence liaison haut de bilan		
- Incidence de la variation des taux de change	8	-4
- Incidence des changements de principes comptables		
VARIATION DE LA TRESORERIE	1 331	-374
Trésorerie d'ouverture	10 761	11 135
Trésorerie de clôture	12 092	10 761
VARIATION DE LA TRESORERIE	1 331	-374

(1) A l'exclusion de la dépréciation des actifs circulants

Le tableau de trésorerie comparatif est présenté selon le format ANC 2020-01.

2. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2024 :

Variation Capitaux Propres 12-2024	Capital	Primes liées au capital	Réserves Conso.	Résultat de l'exercice	Titres d'auto-contrôle	Capitaux propres Part du groupe
Situation à l'ouverture de l'exercice 2023.12	1 569	28 311	-1 583	532	-358	28 472
Affectation du résultat de l'exercice N-1			532	-532		0
Dividendes versés		-1 569	7			-1 562
Augmentation de capital	0		0			0
Variation de l'auto-contrôle			0		-2 143	-2 143
Changement de méthodes comptables			0			0
Variation des taux de change	0		-105	0		-105
Part du groupe dans le résultat			0	-2 254		-2 254
Autres mouvements	0	-4 612	4 710	0	794	892
Situation à l'ouverture de l'exercice 2024.12	1 569	22 130	4 288	-2 254	-1 707	23 299
Affectation du résultat de l'exercice N-1		-636	-1 618	2 254		0
Dividendes versés		-1 420	0			-1 420
Augmentation de capital						
Variation de l'auto-contrôle			0		24	24
Changement de méthodes comptables			0			0
Variation des taux de change	0		3	0		3
Part du groupe dans le résultat			0	-1 594		-1 594
Autres mouvements	0	-150	115	0		-34
Situation à la clôture de l'exercice 2024.12	1 569	19 925	2 788	621	1 683	20 278

3. Annexe aux comptes consolidés

La publication présente concerne les comptes consolidés pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 du Groupe HF Company, dont la société mère est HF Company.

3.1. Événements marquants de l'exercice 2024

3.1.1. Événements marquants

Les sociétés Lea Networks ont été pénalisées pendant toute l'année 2024.

Le marché des solutions **Fiber to the Cabinet (FTTC)** connaît une forte diminution depuis plus deux ans, les opérateurs privilégient le déploiement de solutions **Fiber to the Home (FTTH)**.

L'activité sur le premier semestre a été volatile sur le marché européen et nord-américain.

En juillet, Lea Networks a procédé à une restructuration de sa filiale US. L'activité est repartie aux USA dès le quatrième trimestre avec un carnet de commande prometteur pour 2025.

HF Company a vendu son siège social de Tauxigny au mois de février 2024 et loue depuis un ensemble de bureaux au 14 rue Dora Maar à Tours.

Pour rappel, HF COMPANY avait cédé la société LANPARK pour une valeur d'entreprise de 2.4 M€ dont un complément de prix en 2024 et 2025 de 0.23 M€ chaque année si les résultats nets du LANPARK étaient

supérieurs à 0.47 M€. Compte tenu de la non-atteinte de ce palier en 2024, aucun complément de prix n'a été versé au titre de cet exercice.

3.1.2. Évolution du périmètre

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 :

Société mère	Forme sociale	N° SIREN	Adresse du siège social	Capital social
HF COMPANY	SA	405 250 119	14 Rue Dora Maar - 37100 TOURS	1 569 131,00 €

Sociétés	Forme sociale	N° SIREN	Adresse du siège social	Capital Social	% de contrôle	Méthode de consolidation
LEA Networks	SAS	428 781 462	Energy Park - Bât. 6 - 132 Blvd. de Verdun 92 413 COURBEVOIE CEDEX	807 289 €	100%	IG
LEA ASIA	Ltd	878070	Units 1702-1706, 17/F., Kinwick Centre 32 Hollywood Road, Hong Kong	15 000 \$	100%	IG
LEA Networks LLC (USA)	LLC		6264 Oakton Street Morton Grove, IL 60053	0\$	100%	IG
Netinovo	Joint-venture		Units 1702-1706, 17/F., Kinwick Centre 32 Hollywood Road, Hong Kong	10 000 HKD	20%	MEE

Quand la forme juridique d'une société filiale détenue à 100% nécessite la détention par un mandataire d'au moins une action, les actions détenues par ce mandataire sont comptées avec celles du groupe pour la détermination des pourcentages de détention.

3.1.5. Principes comptables et méthode d'évaluation

Les comptes consolidés au 31 décembre 2024 sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises prévues par le règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 applicable depuis le 1^{er} janvier 2022.

Principes généraux :

Les comptes consolidés ont été préparés dans le respect du principe de prudence et conformément aux principes de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base de méthodes comptables homogènes au sein du groupe et selon la convention des coûts historiques, sous réserve des exceptions relatives aux règles de réévaluation.

Base de préparation des états financiers :

Les comptes du groupe HF Company sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés

Les comptes des sociétés étrangères consolidées sont retraités pour se conformer aux principes comptables du groupe.

Méthodes de consolidation :

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- Les filiales sur lesquelles le groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale ;
- Les participations dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint, avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle ;
- Les participations non contrôlées par le groupe, mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- Les opérations et soldes intragroupe significatifs sont éliminés.

Conversion des opérations en devises :

Les comptes consolidés sont présentés en euros, monnaie de fonctionnement et de présentation du groupe.

Les comptes des filiales du groupe dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation (l'euro), sont convertis dans la monnaie de présentation selon les modalités suivantes :

- Les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de clôture à la date de chaque bilan;
- Les produits et les charges de chaque compte de résultat sont convertis au taux de change moyen de l'année ;
- Toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en composante distincte des capitaux propres.

3.1.5.1. Méthodes Comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des comptes consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de manière permanente à tous les exercices présentés.

a) Écarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition et la part de l'entité acquéreuse dans les actifs et passifs identifiables évalués selon les articles 232-1 du règlement ANC 2020.01 et suivants, à la date d'acquisition, constitue l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé en immobilisations incorporelles. L'entité détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti, ce qui est le cas pour les écarts d'acquisition constatés depuis 2004 dans le groupe.

L'entité doit apprécier, à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre de sa valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur actuelle.

Si sa valeur actuelle devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Lorsque la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est non limitée, le test de dépréciation est réalisé au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Les dépréciations comptabilisées ne sont jamais reprises.

La ventilation définitive des écarts d'acquisition de chaque société en fonction de l'activité conduit à définir les secteurs d'activité ou UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) et depuis la cession de l'activité METRONIC et VECTOR il n'y a plus qu'un secteur d'activité : Activité Broadband,

b) Autres Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés incluant les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) et les frais de formation externes afférentes aux formations nécessaires à la mise en service de l'immobilisation.

Marques et licences

Les marques et licences acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. L'amortissement est calculé de façon linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, de 10 ans. Les dépenses ultérieures sont comptabilisées directement en charges.

Logiciels

Les licences de logiciels sont inscrites à l'actif sur la base de leur coût d'acquisition et des coûts encourus pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilisation estimée des logiciels (entre 1 et 3 ans). Les dépenses de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au titre duquel elles sont engagées

Les Frais de Recherche et Développement (R&D)

Dans les comptes sociaux, les frais de développement sont enregistrés en charge au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Dans les comptes consolidés en normes française, selon le règlement ANC 2020-01 (art 272-6), les frais de développement doivent être obligatoirement inscrits à l'actif du bilan consolidé dès lors que les conditions énumérées par le PCG (art 212-3) sont remplies.

- Démonstration de la faisabilité technique du projet et de la disponibilité des ressources pour achever le développement,
- Un outil fiable de mesure des coûts liés à la réalisation de l'actif doit avoir été mis en place.
- L'entreprise doit expliquer comment l'actif générera des avantages économiques futurs probables, en particulier par l'existence d'un marché ou d'une utilisation en interne.

L'amortissement des frais de développement est calculé de manière linéaire sur 5 ans maximum à partir de la première commercialisation de l'actif créé (ou de sa première utilisation à des fins commerciales ou de production) sauf information indiquant une durée de vie sensiblement différente.

c) Immobilisations corporelles

Coût d'entrée

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés incluant, notamment, les frais d'acquisition constitués de droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

- Installations générales, Agencements ; 5 à 10 ans
- Matériels & outillages : 5 à 10 ans
- Matériel du bureau & Informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 10 ans

d) Contrats de location

En normes françaises, le règlement ANC 2020-01 art 272-2 et 282-2 prévoit l'inscription au bilan des contrats de crédit-bail et des contrats assimilés Les contrats de crédit-bail et les contrats assimilés sont comptabilisés

Un contrat assimilé à un contrat de crédit-bail remplit au moins une des conditions suivantes :

- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail.
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur.
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la valeur vénale du bien loué à la date de conclusion du bail.

Après analyse, l'ensemble des contrats de location de véhicules ou d'équipements ne répondent pas à cette définition, et sont donc considérés comme des contrats de location simple.

e) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les titres de participation non consolidés sont inscrits à leur cot historique d'acquisition qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'acquisition.

Une dépréciation est constatée si cette valeur est inférieure à la valeur d'utilité appréciée sur la base de différents critères, tels que la valeur de marché et les capitaux propres.

f) Titres mis en équivalence

Les titres mis en équivalence correspondent à la quote-part des capitaux propres retraités des méthodes comptables groupe sont évalués, à la clôture de l'exercice, selon les mêmes principes que les titres de participation.

g) Stocks

Les stocks de matières première, composants et de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition avec la méthode du coût moyen pondéré, les frais accessoires d'achat étant incorporés au prix moyen. Les stocks de produits finis sont évalués à leur prix de revient de production, selon la méthode du prix moyen pondéré, et incluent les coûts d'assemblage, le coût des composants et autres frais accessoires.

Lorsque la valeur vénale à la clôture est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation des stocks est effectuée à concurrence de la différence. Pour les stocks obsolètes, des analyses sont faites régulièrement référence par référence en fonction de l'ancienneté des produits et de leur niveau de vente.

h) Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles sont classées dans l'état des échéanciers selon la durée restant à courir à la date de clôture du bilan, jusqu'à leur échéance.

Une dépréciation des créances clients est constatée dès qu'apparait une perte probable. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite, une défaillance ou un

défaut de paiement (créance échue depuis plus de 30 jours), constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. La valeur de l'actif est diminuée via un compte de dépréciation.

Lorsqu'une créance est irrécouvrable, elle est comptabilisée en charge en contrepartie de la reprise de provision.

i) Valeurs Mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles font l'objet, si nécessaire, d'une dépréciation calculée pour chaque ligne de titres de même nature afin de ramener leur valeur à leur valeur probable de négociation.

Ces actifs financiers comprennent les titres de placement que le Groupe a l'intention de conserver durablement (EMTN) jusqu'à leurs termes, et ceux qui sont cessibles à court terme (SICAV, FCP, actions). Ils sont détenus en vue de collecter des flux de trésorerie contractuels et des flux résultant d'une cession. Ces flux de trésorerie contractuels représentent uniquement des paiements en principal et intérêts.

En normes françaises, ces actifs financiers classés en autres immobilisations financières ou en équivalent de trésorerie font l'objet d'une évaluation à la clôture selon leur valeur de marché, les moins-values font l'objet d'une dépréciation en compte de résultat, les plus-values latentes ne sont pas constatées.

j) Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprends les liquidités, les dépôts bancaires à vue. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les « Emprunts & dettes financières », mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

k) Provisions

Les provisions pour litiges sont comptabilisées à hauteur des assignations éventuelles, dans la mesure où il existe une possibilité que le litige ait une issue défavorable. Quand la position du groupe est jugée satisfaisante sur le plan juridique, après analyse de nos conseils, aucune provision n'est constituée.

La garantie clients correspond au coût du service après-vente susceptible d'être engagé pendant la période de garantie du matériel commercialisé. Elle est déterminée sur la base des statistiques de retours et de coût du SAV de l'année pondérée de l'évolution du volume d'activité. Dans les sociétés sans SAV, la provision couvre la perte de marge sur les retours prévus postérieurement à la clôture.

Les provisions pour risques correspondent à des éléments clairement identifiés avec une forte probabilité de sortie de ressources sans contrepartie au moment de la clôture des comptes, mais dont le montant et l'échéance ne peuvent être fixés.

l) Engagements de retraite

Le groupe évalue et constitue ses provisions pour engagement de retraite constitués par les indemnités de fin de carrière du personnel des entités françaises, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de départ à la retraite. Les engagements en matière de départ à la retraite sont provisionnés au 31/12/2024 après prise en compte d'un coefficient d'actualisation de 3.2%.

Ce montant est déterminé en fonction des conditions conventionnelles de départ, l'ancienneté des salariés étant calculée à la date de leur départ éventuel à la retraite à l'âge de 65 ans. Il tient compte de la probabilité que le salarié quitte la société avant d'atteindre l'âge du départ en retraite.

L'ensemble de ces coûts, charges sociales incluses, est provisionné et systématiquement pris en compte dans le résultat sur la durée d'activité des salariés.

m) Instruments financiers dérivés et Couverture de change

En normes françaises, selon le règlement ANC 2020-01 art 282-2, la comptabilité de couverture est obligatoire dès lors qu'une relation de couverture existe en gestion et documentée. En comptabilité de couverture (couverture de flux de trésorerie), l'élément couvert ne fait l'objet d'aucune écriture comptable spécifique à la couverture. L'instrument non dérivé de couverture (créance, dette ou trésorerie) est réévalué au bilan à la clôture tant que l'élément couvert n'est pas réalisé. *A contrario*, les instruments dérivés de couverture ne sont pas réévalués au bilan (engagements hors bilan) tant que l'élément couvert n'est pas réalisé.

Le groupe gère des risques de marché liés aux variations des cours de change en USD, en utilisant des instruments financiers dérivés, notamment des contrats de change à termes.

n) Écarts de conversion Actif et Passif

Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture, sont inscrites au bilan en « écart de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écart de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la revalorisation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture.

o) Résultat courant et Résultat exceptionnel

En normes françaises, il y a obligation de distinguer le résultat courant et le résultat exceptionnel. Cependant le PCG ne fournit pas de définition précise du résultat exceptionnel. Il a été décidé de classer en résultat exceptionnel les opérations selon le plan de compte du PCG

3.2. Détail des autres postes des comptes consolidés

Note 1 - Immobilisations incorporelles

■ Décomposition des immobilisations incorporelles :

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs brutes des écarts d'acquisition	27 995	27 995
Amortissements et dépréciations des Ecarts d'Acquisition	-27 995	-27 995
Valeurs nettes des écarts d'acquisition	0	0
Valeurs brutes des frais de développement	3 548	3 902
Amortissements des frais de développement	-3 376	-3 077
Valeurs nettes des frais de développement	172	825
Valeurs brutes des autres immobilisations incorporelles	84	923
Amortissements des autres immobilisations incorporelles	-61	-886
Valeurs nettes des autres immobilisations incorporelles	23	37
Total des immobilisations incorporelles brutes	31 627	32 819
Total des amortissements et dépréciations	-31 432	-31 958
Valeurs nettes des immobilisations incorporelles	195	861

■ **Variations des immobilisations incorporelles :**

En K€	Brut	Amortissements et provisions	Net
Au 31 décembre 2023	32 819	-31 958	861
Augmentations :	196	-862	-667
Dont Ecart d'Acquisition	0	0	0
Dont frais de développement	196	-848	-653
Dont autres immobilisations incorporelles	0	-14	-14
Diminutions :	1 388	-1 388	0
Dont Ecart d'Acquisition	0	0	0
Dont frais de développement	549	-549	0
Dont autres immobilisations incorporelles	839	-839	0
Variation de périmètre			0
Au 31 décembre 2024	31 627	-31 432	195

Les investissements de l'année 2024 s'élèvent à 196 K€. Ils sont constitués de l'activation des frais de R&D pour 196 K€. Sur ces investissements, LEA Networks en a réalisé 100 %.

■ **Détail des frais de développement par sociétés :**

Les frais de développement immobilisés par société, au 31 décembre 2024, sont les suivants :

En K€	LEA	TOTAL
Valeur brute 31/12/2023	3 902	3 902
activation 2024	196	196
sorties 2024	-549	-549
Variation de périmètre		0
Valeur brute 31/12/2024	3 548	3 548
Amortissements 31/12/2023	-3 077	-3 077
dotation exercice 2024 (1)	-848	-848
sorties 2024	549	549
Variation de périmètre	0	0
Amortissements 31/12/2024	-3 376	-3 376
Valeur nette 31/12/2023	825	825
Valeur nette 31/12/2024	172	172

(1) Dont 481 K€ de dépréciation exceptionnelle pour tenir compte de la moins-value probable de cession de titres LEA Networks

■ **Détail des Écarts d'Acquisition :**

Les écarts d'acquisition nets par société, au 31 décembre 2024, sont les suivants :

Sociétés	Valeur nette 31/12/2023	Variation du périmètre	Variation	Provisions pour dépréciations	Valeur nette 31/12/2024
LEA Networks	0	0	0	0	0
LEA Networks LLC (USA)	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

La ventilation définitive des écarts d'acquisition de chaque société en fonction de l'activité conduit à définir l'unique UGT :

- UGT Haut Débit / (Digital Broadband) : regroupement des métiers Réseaux Haut Débit et CPL,

UGT	BROADBAND	Total
Écarts d'Acquisition net 2022	1 567	1 567
Variations	0	0
-Reclassement	0	0
Variation de périmètre	-1 567	-1 567
Écarts d'Acquisition net 2023	0	0
Variations	0	0
-Reclassement	0	0
Variation de périmètre	0	0
Écarts d'Acquisition net 2024	0	0
Écarts d'Acquisition net par UGT	0	0

Conformément au règlement ANC 2020-01, la survenance d'indice de pertes de valeurs oblige à tester les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est illimitée. Le cas échéant, ces tests ont d'abord pour conséquence une dépréciation irréversible des écarts d'acquisition, et parfois au-delà une provision réversible des autres actifs si la valeur recouvrable des cash-flows futurs devient inférieure à sa valeur comptable.

Cette analyse a conduit à déprécier les écarts d'acquisition des sociétés des activités LEA Networks en 2020.

■ **Détail des sorties d'immobilisations incorporelles par activité :**

En K€	Broadband	Corporate	Total
Valeurs brutes	0	0	0
Amortissements et provisions	0	0	0
Valeurs comptables nettes des sorties d'immobilisations incorporelles	0	0	0

Note 2 - Immobilisations corporelles

■ **Décomposition des immobilisations corporelles :**

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs brutes des terrains et constructions	0	3 406
Amortissements (1)	0	-2 134
Valeurs nettes des terrains et constructions	0	1 272
Valeurs brutes des installations techniques	105	1 860
Amortissements (1)	-98	-1 857
Valeurs nettes des installations techniques	8	3
Valeurs brutes des autres immobilisations corporelles	203	561
Amortissements (1)	-129	-545
Valeurs nettes des autres immobilisations corporelles	73	16
Total des immobilisations corporelles brutes	308	5 827
Total des amortissements	-227	-4 536
Valeurs nettes des immobilisations corporelles	81	1 291

(1) Dont 38 K€ de dépréciation exceptionnelle pour tenir compte de la moins-value probable de cession des titres LEA Networks

■ **Variations des immobilisations corporelles :**

En K€	Brut	Amortissements et provisions	Net
Au 31 décembre 2023	5 827	-4 536	1 291
Augmentations :	82	-146	-63
Dont terrains et constructions	0	-94	-94
Dont installations techniques	15	-42	-27
Dont autres immobilisations corporelles	67	-10	57
Diminutions :	5 611	-4 464	1 147
Dont terrains et constructions	3 406	-2 228	1 178
Dont installations techniques	1 775	-1 807	-32
Dont autres immobilisations corporelles	430	-429	1
Variation de périmètre	10	-9	0
Au 31 Décembre 2024	308	-227	81

■ **Détail des sorties d'immobilisations corporelles par activité :**

En K€	Digital Broadband	Corporate	Total
Valeurs brutes	0	5 611	5 611
Amortissements et provisions	0	-4 464	-4 464
Valeurs comptables nettes des sorties d'immobilisations corporelles	0	1 147	1 147

Note 3 – Titres mis en équivalence

La société Netinovo Technologies Limited (Netinovo) est une structure issue d'un contrat de joint-venture conclu en mai 2008 entre la société Hong Kong Treasure Investment Limited et la société LEA Asia Ltd. La détention par ces deux sociétés était égalitaire (50 % - 50 %).

Au 1^{er} novembre 2022, la Société LEA Asia Ltd. A cédé 30% des titres de la Joint-Venture à son partenaire, modifiant la détention à 20% pour LEA Asia et 80% pour HK Treasure Investment Ltd.

Netinovo détient à 100 % une filiale, usine basée à Shenzhen (Chine) et produisant des produits liés au pôle Digital Broadband.

Ce sous-groupe (holding + usine) a été intégré dans le périmètre au cours de l'exercice 2016 car les flux économiques avec ce partenaire sont devenus significatifs de même que les résultats du sous-groupe.

Etant une coentreprise, le sous-groupe Netinovo a été intégré selon la méthode de la mise en équivalence.

Compte tenu du mode de gouvernance, d'organisation, et notre influence notable mais non conjointe ou exclusive. Nous avons décidé au cours de l'exercice 2022 de réduire notre participation dans cette société reflétant notre réel niveau de contrôle.

La mise en équivalence du sous-groupe Netinovo a les impacts suivants sur les comptes consolidés au 31 décembre 2024 (en K€) :

Titres mis en équivalence	206 K€
Réserves groupe	286 K€
Résultat groupe	-80 K€

Note 4 - Immobilisations financières et autres actifs financiers

Les participations et les autres titres immobilisés sont présentés pour leur coût d'achat. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

Décomposition des actifs financiers :

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Titres de participation	0	0
Provisions pour dépréciation (1)	0	0
Valeurs nettes des titres de participation	0	0
Autres immobilisations financières	47	45
Provisions pour dépréciation (1)	-21	0
Valeurs nettes des autres immobilisations financières	26	45
Total des immobilisations financières brutes	47	45
Total des provisions pour dépréciation	-21	0
Valeurs nettes des actifs financiers	26	45

(1) Dont 21 K€ de dépréciation exceptionnelle pour tenir compte de la moins-value probable de cession des titres LEA Networks

Les autres immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautionnements versés.

■ Variations des actifs financiers :

En K€	Brut	Provisions pour dépréciation	Net
Au 31 décembre 2023	45	0	44
Augmentations :	1	-21	-20
Dont Titres de participation	0	0	0
Dont Autres immobilisations financières	1	-21	-20
Diminutions :	0	0	0
Dont Titres de participation	0	0	0
Dont Autres immobilisations financières	0	0	0
Dont Reclassement EMTM	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0
Au 31 Décembre 2024	47	-21	26

Note 5 - Stocks

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Stocks	477	1 200
Provisions pour dépréciation (1)	-349	-114
Valeurs nettes des stocks	128	1 086

(1) Dont 323 K€ de dépréciation exceptionnelle pour tenir compte de la moins-value probable de cession des titres LEA Networks

Une dépréciation est appliquée sur les stocks en fonction de l'ancienneté du produit et sur les produits pouvant présenter un risque de mévente et/ou dont la valeur de réalisation serait inférieure au coût d'acquisition.

■ **Variations des stocks :**

En K€	Brut	Provisions pour dépréciation	Net
Au 31 décembre 2023	1 200	-114	1 086
Augmentations	0	0	0
Diminutions	-723	-235	-958
Variation de périmètre		0	0
Au 31 Décembre 2024	477	-349	128

■ **Provisions pour dépréciation des stocks par activité :**

En K€	Digital Broadband	Total
Provisions pour dépréciation des stocks au 31/12/2023	-114	-114
Dotations	323	323
Reprise	-558	-558
Variation de périmètre		0
Provisions pour dépréciation des stocks au 31/12/2024	-349	-349

Note 6 - Créances clients

Il n'existe pas de créance dont l'échéance est à plus de 1 an.

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Clients et comptes rattachés	539	516
Provisions pour dépréciation (1)	-385	0
Valeurs nettes des créances clients	154	516

(1) -385 K€ de dotations exceptionnelles de la moins-value probable de cession des titres LEA Networks

Conformément aux règles groupe, les échantillons et les créances contentieuses sont provisionnés à 100%. Les créances litigieuses sont provisionnées à 100% lorsque le retard non expliqué excède 6 mois. Il n'y a pas de provision sur les créances clients et comptes rattachés au 31 décembre 2024.

-Balance âgée clients pour les créances échues non provisionnées :

En K€	Antérieur	2021	2022	2023	2024				Total
					< 30 j	> 30 j	> 60 j	> 90 j	
Créances clients échues non provisionnées	0	0	0	0	123	0	0	0	123
Créances clients provisionnées									1
Créances clients non échues									416
Total									539

Note 7 - Autres créances et comptes de régularisation

Il n'existe pas de créance dont l'échéance est à plus de 1 an.

Valeurs nettes (K€)	31/12/2024	31/12/2023
Avances et acomptes versés	1	19
Créances sociales et sur le personnel	0	0
Créances sur l'Etat	304	423
Autres Créances (1)	-30	87
Impôts différés Actif	303	303
Compte de régularisation	75	125
Provisions pour dépréciation des créances	0	0
Ecart de conversion sur autres dettes et créances	18	3
Total	670	958

(1) -77 K€ sont des dotations exceptionnelle pour tenir compte de la moins-value probable de cession des titres

Note 8 - Disponibilités et VMP

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs mobilières de placement (VMP)	8 909	9 330
Provisions pour dépréciation des VMP	-727	-662
Comptes et dépôts à terme (Equivalent trésor)	11 485	9 752
Disponibilités	607	1 012
Concours bancaires courants	0	-3
Total net	20 274	19 430

Les VMP sont constituées de

- 11.485 M€ de contrats de dépôts négociables et à terme après prise en compte des intérêts courus.
- 8.9 M€ de SICAV en actions provisionnées à hauteur de 0.5 M€ seules les moins-values latentes ont fait l'objet d'une provision.

Les dépôts à terme sont garantis avec une rémunération évoluant par palier en fonction de la date de sortie. Ce sont des équivalents de trésorerie car ce sont des placements à court terme. De plus, ces contrats sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie puisque les conditions de remboursement anticipé sont décrites dans les contrats.

Note 9 - Capital social

Le capital social de HF Company est divisé en 3 138 261 actions de 0,5 € chacune soit 1 569 130.50 €.

Note 10 - Dettes financières

En K€	31/12/2024	moins d'1 an	Entre 1 an et 5 ans	+ 5 ans	31/12/2023
Emprunts auprès des établissements de crédit	0	0	0	0	0
Autres dettes financières	0	0	0	0	35
Dettes financières locatives	0	0	0	0	0
ICNE	0	0	0	0	3
Dettes financières non courantes	0	0	0	0	35
Concours bancaires courants	0	0	0	0	3
Dettes financières locatives	0	0	0	0	0
Effets escomptés non échus	0	0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	0	0	0	0	0
Dettes financières courantes	0	0	0	0	3
Endettement du groupe	0	0	0	0	38

Les autres dettes financières ne comprenaient que les dépôts de garantie reçu sur bail locatif avec des sociétés hors groupe.

Note 11 - Impôts différés actifs et passifs

■ Ventilation de l'impôt différé par grande nature :

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Impôts différés actifs	303	303
Impôts différés passifs	(223)	(282)
Impôts différés nets	80	21

■ Ventilation de l'impôt différé par poste :

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Décalage fiscal et report déficitaire	247	227
Activation frais Recherche & Développement	(167)	(206)
Retraitement IFRS : IFRIC 21	0	0
Provisions internes et autres provisions	0	0
ID liés à des acquisitions de sociétés antérieures	0	0
ID liés aux mouvements de périmètre	0	0
Dont :Crédit bail	0	0
Dont : Profit sur stock	0	0
Autres	0	0
Total	80	21

L'impôt différé a été déterminé selon la méthode du report variable. Les écarts temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal sont traduits dans les comptes.

Les taux retenus sont les suivants :

- 25 % pour les impôts différés sur la France

En pratique, il n'y a pas d'impôts différés constatés sur nos filiales étrangères.

De même, lorsque les déficits fiscaux sont considérés comme récupérables dans un proche avenir, ils sont constatés dans les comptes consolidés à l'actif. Au 31 décembre 2023 aucun déficit n'est activé.

Note 12 - Provisions pour risques et charges

(En K€)	31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision consommée)	Reprise de l'exercice (provision non consommée)	Variation du périmètre ou autres mouvements	Incidences des changements de méthodes	31/12/2024
Provisions pour litiges	68	0	-68	0	0	0	0
Provisions pour risques	3	17	-2	0	0	0	18
Provisions IDR	60	2	0	0	0	0	62
Provisions pour garantie clients	0	0	0	0	0	0	0
Total provisions	130	20	-70	0	0	0	80
Impact compte de résultat (K€) :	0	0	0	0	0	0	0
Provisions d'exploitation	60	0	0	0	0	0	62
Provisions hors exploitation	71	20	-70	0	0	0	18

Les provisions pour litiges sont comptabilisées à hauteur des assignations éventuelles, dans la mesure où il existe une possibilité que le litige ait une issue défavorable. Quand la position du groupe est jugée satisfaisante sur le plan juridique, après analyse de nos conseils, aucune provision n'est constituée.

La garantie clients correspond au coût du service après-vente susceptible d'être engagé pendant la période de garantie du matériel commercialisé. Elle est déterminée sur la base des statistiques de retours et de coût du SAV de l'année pondérée de l'évolution du volume d'activité. Dans les sociétés sans SAV, la provision couvre la perte de marge sur les retours prévus postérieurement à la clôture.

Les provisions pour risques correspondent à des éléments clairement identifiés avec une forte probabilité de sortie de ressources sans contrepartie au moment de la clôture des comptes, mais dont le montant et l'échéance ne peuvent être fixés.

La provision pour indemnité de départ en retraite a été réactualisée au 31 décembre 2024 avec un taux d'actualisation de 3.2%.

■ **Détail des provisions pour risques & charges par activité :**

en K€	Digital Broadband	Corporate	TOTAL
Provision pour litiges au 31/12/2023	68	0	68
Dotations	0	0	0
Reprises	-68	0	-68
Variation de périmètre	0	0	0
Provision pour litiges au 31/12/2024	0	0	0
Provision pour risques au 31/12/2023	3	0	3
Dotations	17	0	17
Reprises	-2	0	-2
Variation de périmètre	0	0	0
Provision pour risques au 31/12/2024	18	0	18
Provision IDR au 31/12/2023	60	0	60
Dotations	2	0	2
Reprises	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0
Provision IDR au 31/12/2024	62	0	62

Note 13 - Fournisseurs et autres dettes

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs & Comptes rattachés	444	451
Dettes fiscales et sociales	573	213
Clients créditeurs	0	0
Autres dettes	0	0
Avances financières	0	0
Impôts différés	223	282
Dividende à payer	0	0
Comptes de régularisation	135	50
Total	1 375	997

Note 15 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2024 du Groupe provient en quasi-totalité de la vente de produits et services auprès d'opérateurs et équipementiers Telecom dont les 5 premiers clients représentent sur l'année 2024 près de 76 % du chiffre d'affaires consolidé. Le Groupe estime que deux clients représentent plus de 44 % du chiffre d'affaires consolidé.

Les contrats avec les clients sont signés pour une durée supérieure à un an et sans engagement de volume (contrat cadre) et font l'objet d'avenants. En règle générale, il n'existe dans ces contrats qu'une obligation de performance unique consistant à vendre et livrer des produits au client (la vente et la livraison n'étant pas des obligations de performance distinctes dans le cadre du contrat).

La comptabilisation du chiffre d'affaires est généralement effectuée à une date donnée, correspondant à la date à laquelle le contrôle de l'actif (produits) est transféré au client, soit généralement à la date d'expédition dans le cas des ventes de produits.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 3 187 K€ en 2024, A périmètre égal, le chiffre d'affaires est en diminution de 41 % par rapport à l'année 2023.

Note 16 - Résultat d'Exploitation

Le résultat d'exploitation, de - 2 093 K€, inclut les autres produits et charges pour - 4 K€. Ces autres produits et charges se décomposent entre les autres produits pour 1 K€, les charges pour 6 K€ et des transferts de charges pour 1 K€.

En K€	Comptes 31/12/2024	Comptes 31/12/2023
Apurement de comptes fournisseurs et clients	0	0
Subventions d'exploitation reçues	0	1
Créances irrécouvrables	0	0
Transferts de charges	1	2
Autres produits d'exploitation	1	1
Autres charges d'exploitation	-6	-20
Total	-4	-17

■ Subventions publiques reçues :

Le groupe HF Company n'a pas reçu une subvention au cours de l'année 2024.

Note 17 - Résultat Exceptionnel

Le résultat Exceptionnel au 31 décembre 2024 est de 151 k€, et comprend essentiellement la plus-value consolidée sur la vente du bâtiment pour 1572 K€ et 77 K€ sur l'amortissement exceptionnel des sorties. Il y a en plus une charge exceptionnelle de -1 324 K€ correspondant à la moins-value probale de cession des titres de LEA Networks

■ Détail des autres produits et charges exceptionnels :

En K€	Comptes 31/12/2024	Comptes 31/12/2023
Provisions s/Litiges et transactions sociaux	0	0
Résultat de cession d'éléments d'actif	1 572	-1 613
Amortissements Exceptionnels s/ immos incorp. & corp. (1)	-78	-83
Dépréciation exceptionnelle	-1 324	0
Autres produits exceptionnels	22	0
Dont produits litiges/transaction Commerciaux	0	0
Dont gain change exceptionnel sur abandon créance IG	0	0
Dont Subvention d'Invest versé au Résultat (CB Metronic)	0	0
Autres charges exceptionnelles	-41	-12
Dont plan Licenciement pôle Industrie	0	0
Dont Charges démentellement site Vector	0	0
Dont Autres charges Exceptionnelles courantes	0	0
Total	151	-1 708

(1) passage en charges des montants de R&D préalablement activés sur des projets abandonnés au cours de l'exercice. Néant.

Note 18 - Résultat financier

En K€	Comptes 31/12/2024	Comptes 31/12/2023
Revenus des équivalents de trésorerie	467	299
Autres produits financiers (1)	1 552	1 757
. Produits financiers	2 019	2 056
Charges d'intérêt sur opérations de financement	0	0
Dépréciation de titres non consolidés	0	0
Autres charges financières (1)	-1 730	-1 410
. Charges financières	-1 730	-1 411
Autres produits et charges financiers	290	645
Résultat financier net	290	645

(1) Les autres charges et produits financiers concernent les VMP et EMTN et se décomposent ainsi :

Les autres Produits financiers comprennent pour 199 k€ de dividendes perçus, 607 k€ de produits de cessions de VMP , 740 k€ de reprise de provision pour dépréciation des VMP et EMTN.

Les autres charges comprennent un montant de 905 k€ de pertes sur cessions de VMP et 806 k€ de provision pour dépréciation des VMP.

Soit une perte nette sur cessions de VMP de 299 k€ et une provision nette pour dépréciation des VMP de 65 k€.

Note 19 - Charge d'impôt

L'impôt enregistré en résultat s'analyse comme suit :

En K€	Comptes 31/12/2024	Comptes 31/12/2023
Résultat d'Exploitation	-2 093	-1 200
Résultat Exceptionnels	151	-1 708
Résultat Financier	290	645
Impôt exigible	79	98
Impôt différé	60	14
Total	-1 514	-2 151

Note 20 – Attribution d'actions gratuites

Attributions gratuites d'actions n'ayant pas fait l'objet d'une attribution définitive au 31 décembre 2024

Aucun plan d'attribution d'actions gratuites n'a été voté à la date de publication de ce rapport financier.

Note 21 - Les engagements hors bilan

Le groupe n'utilise plus d'instrument de couverture de change ou de taux.

en K€/KUSD	2024				2023
	Total	< 1an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Créances cédées non échues					
Nantissement hypothèques et suretés réelles :	0	0	0	0	0
- couvertures de taux	0	0	0	0	0
Aval, cautions et garanties K USD	0	0	0	0	0
Aval, cautions et garanties K€	0	0	0	0	0
Autres engagements donnés :	0	0	0	0	0
- locations mobilières	11	9	2	0	31
- locations immobilières	321	154	128	39	317
- crédit documentaire K USD	0	0	0	0	0
- crédit documentaire K €	0	0	0	0	0
- achat à terme K USD	0	0	0	0	0

Note 22 - Transactions entre parties liées

■ Créances et dettes relatives aux parties liées (Bilan) :

En K€	Comptes 31/12/2024			Comptes 31/12/2023		
	Société mère	Filiales	Total	Société mère	Filiales	Total
Actif :	19	1 721	1 740	30	2 182	2 212
Immobilisations financières	0	0	0	0	0	0
Stocks	0	0	0	0	0	0
Créances clients et comptes rattachés	19	164	182	30	98	128
Comptes courants actifs	0	1 558	1 558	0	2 084	2 084
Passif :	232	1 507	1 740	275	1 937	2 212
Dettes financières diverses	0	0	0	0	0	0
Dettes fournisseurs	0	182	182	0	128	128
Comptes courants passifs	232	1 325	1 558	275	1 809	2 084
Autres dettes	0	0	0	0	0	0

■ Transactions relatives aux parties liées (Compte de résultat) :

En K€	Comptes 31/12/2024			Comptes 31/12/2023		
	Société mère	Filiales	Total	Société mère	Filiales	Total
Chiffre d'affaires et autres produits	72	1 219	1 291	332	464	795
Coûts d'approvisionnement	0	-1 192	-1 192	0	-762	-762
Autres charges d'exploitation	0	-80	-80	0	-160	-160
Charges de personnel	-19	0	-19	-2	-27	-30
Dotations aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0
Produits et charges financiers	0	0	0	-21	21	0
Produits et charges exceptionnels	0	0	0	0	0	0

Note 23 - Effectifs

Les effectifs au 31 décembre 2024 sont :

Catégories	Femmes		Hommes		Total		
	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	Toutes
Cadres & assimilés	0	2	0	10	0	12	12
Employés	5	1	0	0	5	1	6
Contrat de qualification	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	3	0	10	5	13	18

Note 24 - Informations par secteurs d'activités et par zone géographique

Pour le Groupe HF Company, l'information sectorielle est axée sur les informations financières présentées périodiquement aux organes de décision du Groupe, à savoir la distinction désormais entre les activités industrielles et de services du pôle Digital Broadband.

- L'activité **Broadband Industrie** : ce métier inclut les activités de fabrication de solutions Réseaux Haut-Débit. Elle regroupe les sociétés suivantes : LEA Networks SA, LEA ASIA, LEA Networks LLC
- L'activité **Corporate**, correspond à l'activité de la Holding : HF Company SA.

Les opérations présentées ci-après sont obtenues après élimination des opérations intragroupes.

■ Répartition du CA par activité et zone géographique :

Au 31 décembre 2024 en K€	Digital Broadband	Corporate	TOTAL
Chiffre d'affaires brut	3 669	165	3 834
- Chiffres d'affaires intragroupe	- 575	- 72	- 647
= Chiffre d'affaires externe	3 094	93	3 187
dont			
Chiffre d'affaires Europe	1 473	93	1 565
Chiffre d'affaires Asie - Océanie	400	-	400
Chiffre d'affaires Afrique - Moyen Orient	5	-	5
Chiffre d'affaires Amérique	1 217	-	1 217
= Chiffre d'affaires par zone géographique	3 094	93	3 187

Au 31 décembre 2023 en K€	Digital Broadband	Corporate	TOTAL
Chiffre d'affaires brut	6 525	275	6 800
- Chiffres d'affaires intragroupe	- 1 241	- 88	- 1 328
= Chiffre d'affaires externe	5 284	187	5 472
dont			
Chiffre d'affaires Europe	3 168	187	3 355
Chiffre d'affaires Asie - Océanie	772	-	772
Chiffre d'affaires Afrique - Moyen Orient	1	-	1
Chiffre d'affaires Amérique	1 344	-	1 344
= Chiffre d'affaires par zone géographique	5 285	187	5 472

■ Comptes de Résultat par secteur d'activité :

Résultat par activité - 12/2024	Corporate	Digital Broadband	Total
Chiffre d'affaires	93	3 094	3 187
Autres produits d'exploitation	0	2	2
Achats consommés	-3	-1 732	-1 735
Charges de personnel	-977	-932	-1 909
Autres charges d'exploitation	-526	-678	-1 204
Impôts et taxes	-62	-26	-88
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	-22	-324	-346
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-1 497	-597	-2 093
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-1 497	-597	-2 093
Charges et produits financiers	302	-13	290
Opérations financières Intra-Groupe	0	0	0
Charges et produits exceptionnels	1 477	-1 325	151
Opérations exceptionnelles Intra-Groupe	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	-4	143	139
Résultat net des entreprises intégrées	279	-1 792	-1 514
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	-80	-80
Résultat net de l'ensemble consolidé	279	-1 872	-1 594
Intérêts minoritaires			
Résultat net (part du groupe)	279	-1 872	-1 594

Résultat par activité - 12/2023	Corporate	Digital Broadband	Total
Chiffre d'affaires	187	5 285	5 472
Autres produits d'exploitation	1	2	3
Achats consommés	0	-2 038	-2 038
Charges de personnel	-845	-1 418	-2 263
Autres charges d'exploitation	-289	-1 207	-1 495
Impôts et taxes	-62	-39	-102
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	-150	-627	-777
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-1 158	-42	-1 200
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-1 158	-42	-1 200
Charges et produits financiers	608	37	645
Opérations financières Intra-Groupe	-21	21	0
Charges et produits exceptionnels	-1 388	-321	-1 708
Opérations exceptionnelles Intra-Groupe			
Impôt sur les bénéfices	-26	138	112
Résultat net des entreprises intégrées	-1 985	-166	-2 151
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-103	-103
Résultat net de l'ensemble consolidé	-1 985	-268	-2 254
Intérêts minoritaires			
Résultat net (part du groupe)	-1 985	-268	-2 254

■ Bilan par secteur d'activité :

Bilan par activité - 12/2024	Corporate	Digital Broadband	Total
Capital souscrit non appelé			
Immobilisations incorporelles	4	191	195
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	0	0	0
Immobilisations corporelles	66	15	81
Immobilisations financières	17	8	26
Titres mis en équivalence	0	206	206
Titres intra-groupe	42 767	-42 767	0
Total Actif Immobilisé	42 854	-42 347	507
	0	0	0
Stocks et en-cours	0	128	128
Clients et comptes rattachés	1	153	154
Autres créances et comptes de régularisation	640	30	670
Valeurs mobilières de placement	19 667	0	19 667
Disponibilités	128	479	607
	0	0	0
Total Actif	63 290	-41 558	21 733
	0	0	0
Capital	1 569	0	1 569
Primes liées au capital	19 925	0	19 925
Ecart de réévaluation	0	0	0
Réserves et résultat consolidé	45 154	-42 283	2 871
Autres	-4 086	0	-4 086
Total Capitaux Propres	62 561	-42 283	20 278
	0	0	0
Intérêts hors groupe	0	0	0
Autres fonds propres	0	0	0
Provisions	0	80	80
Emprunts et dettes financières	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	92	352	444
Autres dettes et comptes de régularisation	423	507	930
Opérations Intra-Groupe	214	-214	0
	0	0	0
Total Passif	63 290	-41 558	21 733

Bilan par activité - 12/2023	Corporate	Digital broadband	Total
Capital souscrit non appelé			
Immobilisations incorporelles	5	856	861
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	0	0	0
Immobilisations corporelles	1 277	13	1 291
Immobilisations financières	17	28	45
Titres mis en équivalence		275	275
Titres intra-groupe	42 767	-42 767	0
Total Actif Immobilisé	44 067	-41 595	2 472
Stocks et en-cours		1 086	1 086
Clients et comptes rattachés	13	503	516
Autres créances et comptes de régularisation	816	142	958
Valeurs mobilières de placement	18 420	0	18 420
Disponibilités	845	168	1 012
Total Actif	64 160	-39 695	24 465
Capital	1 569	0	1 569
Primes liées au capital	22 130	0	22 130
Ecart de réévaluation			
Réserves et résultat consolidé	44 119	-40 409	3 711
Autres	-4 110	0	-4 110
Total Capitaux Propres	63 708	-40 409	23 299
Intérêts hors groupe		0	0
Autres fonds propres	0		0
Provisions	0	130	130
Emprunts et dettes financières	35	3	38
Fournisseurs et comptes rattachés	147	304	451
Autres dettes et comptes de régularisation	25	521	546
Opérations Intra-Groupe	245	-245	0
Total Passif	64 160	-39 695	24 465

■ Informations complémentaires :

Chiffre d'affaires net par métiers et par pays d'implantation des filiales :

En K€ au 31/12/2024	France	Europe	Asie	Etats-Unis	Total
Digital Broadband	162	1 310	405	1 217	3 094
Corporate	93	0	0	0	93
Total	255	1 310	405	1 217	3 187

En K€ au 31/12/2023	France	Europe	Asie	Etats-Unis	Total
Digital Broadband	4 097	0	298	890	5 285
Corporate	187	0	0	0	187
Total	4 284	0	298	890	5 471

Degré de dépendance à l'égard des clients importants :

Deux clients représentent plus de 44 % de Chiffre d'affaires individuel, au 31 Décembre 2024 : Charles Industrie (USA) et NOKIA (Finlande).

3.3. Evènements postérieurs à la clôture

Le 31 janvier 2025, le conseil d'administration a validé une proposition d'acquisition des titres LEA networks pour une valeur d'entreprise 1 202 500 €.